

Cartographie des principaux acteurs de l'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole du Mali

Noora Aberman,¹ Eric Haglund¹ et Daouda Koné²

¹ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

² Institut d'économie rurale du Mali

Août 2011

Table des matières

1	Introduction	1
	Contexte	1
	Objectifs de ce rapport	1
	Le projet de recherche « Augmentation des actifs »	1
	Les instruments politiques et les domaines d'intervention permettant d'augmenter les actifs	3
2	Méthodologie utilisée pour analyser les parties prenantes	4
3	Enseignements tirés	5
	Structure du réseau	6
	Agences gouvernementales	8
	Organismes de recherche	9
	Organisations de la société civile.....	10
4	Conclusions	11
5	Bibliographie	12
I.	Annexe 1 – Liste complète des acteurs, des scores d'influence et des catégories.....	13
II.	Annexe 2 : Guide des entretiens dans le cadre de Net-Map	16

Remerciements

L'équipe du projet tient à exprimer ses sincères remerciements aux participants de l'atelier sur les parties prenantes :

- AEDD/MEA
- APCAM
- Coop. Canada
- FAO-Mali
- ICRAF
- IER
- INSAH/CILSS
- USAID

L'équipe tient également à remercier Claudia Ringler, pour ses précieux conseils, ainsi que l'ILRI pour son appui logistique. Ce travail a été financé par le Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (Allemagne).

1 Introduction

Contexte

Il est désormais largement admis que le changement climatique est l'un des défis les plus importants pour l'agriculture du XXI^e siècle. Paradoxalement, les ménages ruraux les plus touchés sont ceux qui ont le moins contribué au changement climatique, à savoir les ménages ruraux les plus pauvres dans les pays en développement. Les résultats des scénarios de changement climatique font état de changements très variables dans les précipitations au Mali. La tendance générale est une baisse des précipitations. L'incertitude sur les impacts du changement climatique est particulièrement élevée dans la région du Sahel (McSweeney, New et Lizcano 2010). Selon une étude de Butt et al. (2005) basée sur deux scénarios de changement climatique, en l'absence de mesures d'adaptation au changement climatique les rendements des cultures au Mali pourraient subir une variation comprise entre -17% et +6%, et la part de la population exposée au risque de famine, actuellement de 34%, pourrait atteindre 64-72%. Si des mesures significatives d'adaptation au changement climatique sont prises, la part de la population exposée au risque de famine pourrait être réduite à 28%.

De plus en plus d'études analysent les conséquences du changement climatique sur les ménages ruraux et la manière dont ces ménages perçoivent le changement climatique (Nelson et al. 2010 ; Deressa et al. 2009). Compte tenu des prévisions de l'impact du changement climatique sur les ménages ruraux vulnérables, il est urgent d'identifier les stratégies les mieux adaptées pour les aider à s'adapter à la situation. Dans ce contexte, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et les organisations partenaires en Éthiopie, au Kenya, au Mali et au Bangladesh ont récemment lancé un nouveau projet de recherche axé sur ce thème. Le projet est intitulé « Augmentation des actifs féminins pour gérer les risques du changement climatique » (appelé dans ce rapport « Augmentation des actifs féminins ») et est financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement. Le projet vise à créer les connaissances qui aideront les décideurs et les organismes de développement à renforcer les capacités des petits exploitants agricoles et des éleveurs (hommes et femmes) à gérer les risques liés au climat.

Objectifs de ce rapport

Ce rapport présente les résultats d'une analyse des parties prenantes dont les objectifs étaient les suivants :

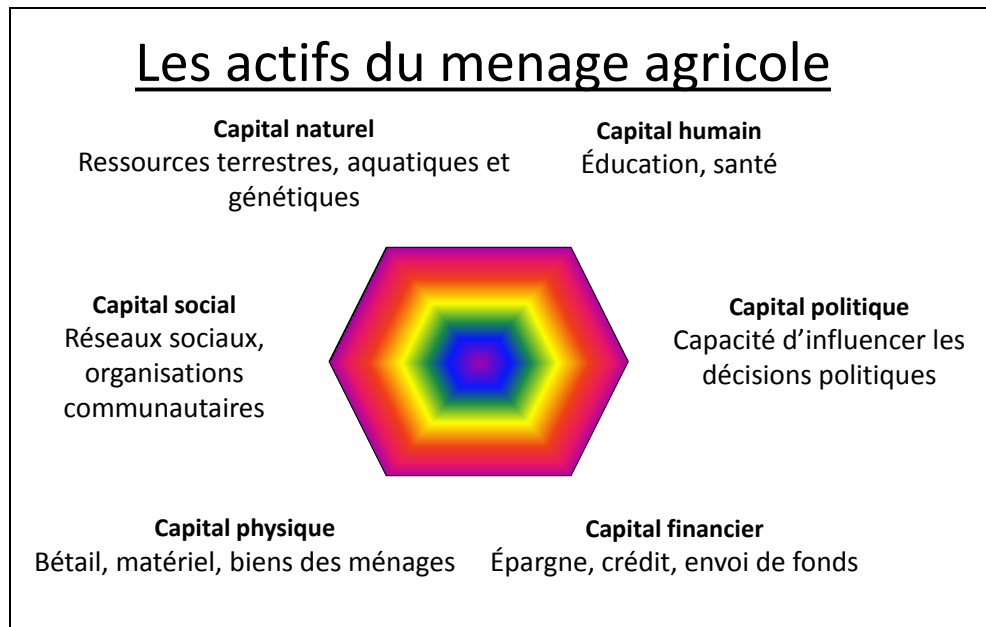
- identifier les partenaires potentiels dans le processus de recherche,
- identifier les organisations susceptibles d'utiliser les résultats des travaux de recherche dans leurs activités, et
- cerner les implications pour mener la stratégie de communication et de sensibilisation du projet de recherche.

En plus de l'examen des documents et des entretiens individuels, un atelier d'analyse des parties prenantes s'est tenu à Bamako le 16 août 2011. Un outil participatif de cartographie, appelé Net-Map, a été utilisé pour effectuer l'analyse des parties prenantes. Les résultats de cette analyse devraient être utiles non seulement pour le projet « Augmentation des actifs », mais également pour d'autres organisations et projets qui travaillent dans ce domaine politique.

Le projet de recherche « Augmentation des actifs »

Le projet « Augmentation des actifs » s'appuie sur les conclusions d'études antérieures, qui ont mis en évidence le rôle des actifs pour réduire la vulnérabilité des ménages et les aider à sortir de la pauvreté. Suite au Cadre des moyens d'existence durables (DfID 2001) et au Cadre de l'IFPRI pour le genre et les actifs (GAAP) (Meinzen-Dick et al. 2010), le projet définit les actifs au sens large, notamment le capital naturel (accès aux ressources terrestres, aquatiques et génétiques), le capital social et humain, ainsi que le capital physique et financier. Le « capital politique », à savoir la capacité d'influencer les décisions politiques au niveau local ou à des niveaux supérieurs, est également considéré comme un actif.

Figure 1. Types d'actifs



Source : Adapté par les auteurs de « Livelihoods Framework »
(Meinzen-Dick *et al.* 2011)

Dans le contexte du changement climatique, les actifs sont particulièrement importants car ils sont essentiels pour la capacité des ménages à s'adapter à la variabilité croissante de la production causée par le changement climatique. Les catastrophes liées au climat, telles que les sécheresses et les inondations, peuvent également épuiser les actifs que les populations ont accumulés, soit en les détruisant directement (par exemple, la perte de bétail en période de sécheresse), ou parce que les gens sont contraints de vendre leurs biens pour faire face à ces chocs. Les travaux de recherche de l'IFPRI ont montré que les catastrophes ont des impacts différents sur les actifs masculins et féminins (Quisumbing 2009). Plus précisément, suite à des catastrophes qui touchent les populations rurales pauvres, y compris celles qui sont dues à des événements climatiques, les actifs des femmes sont souvent les premiers à en pâtir. Par ailleurs, comme l'ont montré des travaux de recherche en Éthiopie, les sécheresses ont des conséquences plus graves sur les ménages dirigés par des femmes et sur les ménages les plus pauvres (Dercon *et al.* 2005). Dans ce contexte, le projet « Augmenter les actifs » met un accent particulier sur les actifs de la femme.

Le projet de recherche impliquera les activités suivantes :

- Examen des expériences existantes et utilisation d'approches innovantes de gestion des risques dans le monde,
- Analyse économétrique des séries de données existantes pour comprendre comment les risques affectent les actifs masculins et féminins et leur capacité à faire face aux risques climatiques,
- Conduite d'expériences visant à évaluer des approches novatrices dans la gestion des risques climatiques, tels que les régimes d'assurance,
- Approches qualitatives et participatives pour comprendre les défis de la gouvernance des projets visant à renforcer les actifs des ménages.

Pour plus d'informations, consultez le site : <http://womenandclimate.ifpri.info/>

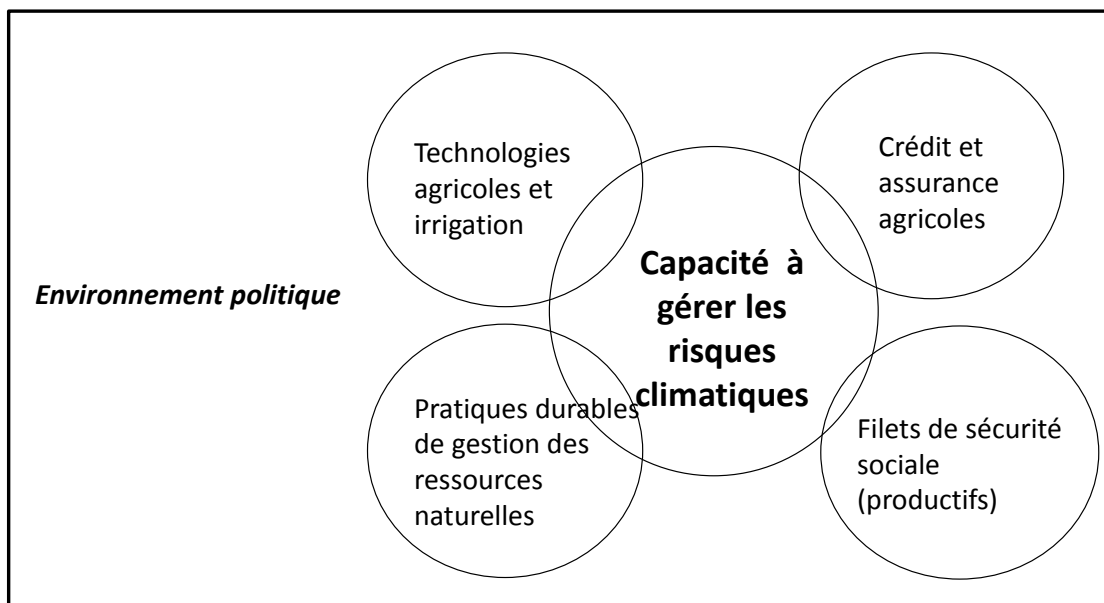
Les instruments politiques et les domaines d'intervention permettant d'augmenter les actifs

Afin d'identifier les parties prenantes susceptibles d'utiliser les résultats du projet de recherche, il est important d'identifier les instruments politiques qui permettront aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales et aux agences de développement d'aider les membres féminins et masculins des ménages.

- amélioration de leur accès aux actifs et de leur contrôle,
- augmentation des performances de leurs actifs, et
- utilisation efficace de leurs actifs pour s'adapter aux risques causés par le changement climatique.

La Figure 2 présente les champs politiques et les domaines d'activité qui se chevauchent et qui sont liés à ces instruments. Les technologies agricoles, telles que l'amélioration des variétés qui sont mieux adaptées aux risques climatiques, contribuent à réduire les risques de production causés par le changement climatique. L'amélioration de l'accès à l'irrigation peut également servir cet objectif. L'adoption de pratiques de gestion durables des ressources naturelles, telles que les mesures de lutte contre l'érosion et les inondations, est une autre stratégie importante pour maintenir la valeur des actifs fonciers des ménages dans le cadre des risques liés au climat. Ces stratégies, qui sont affichées sur le côté gauche de la Figure 2 peuvent être considérées comme des approches privilégiant la technologie.

Figure 2 : Champs politiques liés à l'adaptation de l'agriculture au changement climatique



Source: Auteurs

Le côté droit de la figure montre les approches axées sur le développement des institutions, telles que le crédit agricole et les régimes d'assurance, et l'établissement de filets de sécurité, qui peuvent parallèlement améliorer les objectifs de production (filets de sécurité productifs). Le projet « Augmenter les actifs » devrait produire des connaissances spécifiques et pertinentes concernant les politiques liées à ces différents domaines d'intervention, sachant que les séries de données existantes et les données primaires devant être recueillies répondent à ces questions. Même si le projet ne couvre pas l'ensemble des domaines d'intervention dans tous les pays, les résultats devraient, dans une certaine mesure, être pertinents d'un pays à l'autre.

L'examen des activités de développement indique que les organisations qui travaillent dans les champs politiques indiqués dans la Figure 2 utilisent, dans une large mesure, des approches de groupes. Les exemples incluent les groupes de vulgarisation agricole, les associations des usagers de l'eau dans les programmes d'irrigation, les groupes qui pratiquent la gestion communautaire des ressources naturelles, les groupes de microcrédit, les groupes qui sont formés dans le cadre de programmes d'assurance liés au climat, et les groupes qui reçoivent de l'aide grâce à des filets de sécurité sociale. La recherche a montré que les approches de groupe peuvent être particulièrement efficaces pour

augmenter les actifs des ménages pauvres (Kumar et Quisumbing 2010). Les approches de groupe peuvent cependant être confrontées au défi de la mainmise de l'élite et à l'exclusion des ménages pauvres et des membres féminins du ménage (Eriksen et Lind 2009). Dans ce contexte, le projet « Augmenter les actifs » place un accent particulier sur les approches de groupe et comprend une évaluation des défis de gouvernance impliqués dans la mise en œuvre de ces approches, en vue de renforcer la base des actifs des ménages pauvres.

Sachant que les instruments politiques et les domaines d'intervention qui peuvent aider les ménages ruraux à mieux utiliser leurs actifs pour gérer les risques couvrent un large éventail d'activités, le nombre d'organisations et d'agences pouvant utiliser les résultats de la recherche de ce projet seront probablement très diversifiées. Par conséquent, une analyse des parties prenantes a été réalisée au début du projet dans chacun des quatre pays étudiés. Comme mentionné plus haut, ce rapport présente les résultats de l'analyse des parties prenantes au Mali. Le rapport est structuré de la manière suivante : la section 2 décrit la méthodologie utilisée lors de l'analyse des parties prenantes. La section 3 donne un aperçu du « paysage des parties prenantes » identifiées au cours du processus. La section 4 définit les implications pour la stratégie de communication et de sensibilisation du projet « Augmentation des actifs ». Les conclusions sont présentées à la section 5.

2 Méthodologie utilisée pour analyser les parties prenantes

La méthode Net-Map a été utilisée comme une méthode de conduite d'entretiens avec les parties prenantes (Schiffer 2008). Net-Map est une technique d'entretien participative qui associe l'analyse des réseaux sociaux (Wasserman et Faust, 1994), la cartographie des parties prenantes et la cartographie du pouvoir (Schiffer 2007). Net-Map permet aux utilisateurs de comprendre, de visualiser, de discuter et d'améliorer les situations dans lesquelles de nombreux acteurs différents influencent les résultats. En créant des cartes, les individus et les groupes peuvent clarifier leur propre vision d'une situation, encourager le débat et développer une approche stratégique à leurs activités de réseautage. Elle peut également aider les personnes extérieures à comprendre et à surveiller des situations multipartites complexes.

Net-Map permet tout particulièrement aux intervenants d'examiner non seulement les interactions formelles au sein du réseau, mais également les interactions informelles qui sont impossibles à comprendre par la seule étude des documents relatifs aux procédures d'élaboration des politiques officielles. Les acteurs se rencontrent pour échanger des informations et plaider en faveur de certains objectifs politiques ; des initiatives locales et internationales contribuent à ce processus en ajoutant des fonds ou de la recherche ; et l'ensemble de ces interactions contribuent à façonner le contenu et le processus d'élaboration des politiques. Pour avoir une compréhension réaliste de ces liens formels et informels et savoir comment les acteurs les utilisent pour influencer le processus politique, un travail empirique sur le terrain est essentiel (puisque seuls les liens formels peuvent être déduits à partir des documents du gouvernement). Pour comprendre comment les acteurs interagissent les uns avec les autres dans ce processus, les approches relatives à l'analyse des réseaux sociaux (ARS) sont particulièrement adaptées, car elles permettent une représentation complexe d'un système donné, en mettant les actions des individus et des organisations dans une perspective plus large. L'ARS (Hanneman 2005) explique les réalisations des acteurs et l'évolution au sein des groupes d'acteurs en examinant la structure des relations entre ces acteurs. Ainsi, tandis que les approches traditionnelles basées sur les enquêtes collectent des données sur les caractéristiques des acteurs, l'analyse du réseau se concentre sur la collecte d'informations sur le réseau à travers lequel ces acteurs sont connectés.

Plus précisément, dans l'exercice Net-Map, les questions suivantes ont été posées aux répondants :

- Quels acteurs sont impliqués dans l'adaptation au changement climatique au Mali ?
- Par qui ces acteurs sont-ils conseillés ?
- Qui apporte une aide financière à qui parmi ces acteurs ?
- Quelle est l'influence de chaque acteur pour renforcer les capacités des agriculteurs et des éleveurs à s'adapter aux impacts du changement climatique ?

Le groupe a répondu à ces questions par un consensus chaque fois que cela a été possible et par un vote à la majorité lorsque le consensus était impossible. Les noms des acteurs ont été notés sur des petites fiches et répartis sur une

grande feuille de papier. Pour chaque acteur cité, les répondants devaient expliquer pourquoi il était important de l'ajouter et quelles étaient ses principales activités dans ce domaine. Suite à la production de cette première liste d'acteurs, les flux de conseils et d'aide financière ont été établis entre les acteurs. Au cours de ce processus, les participants étaient libres d'ajouter des acteurs qui n'avaient pas été inclus dans la liste initiale. Enfin, les participants ont évalué l'influence relative de chacun des acteurs sur une échelle de un à six et ont construit des « tours d'influence » dont la hauteur reflétait le niveau d'influence indiqué dans chaque fiche. Cet exercice a abouti à une représentation visuelle du réseau des parties prenantes de l'adaptation au changement climatique au Mali (Figure 3). Des notes issues de la discussion relative au processus ont également été prises. Les données du réseau ont été saisies dans un programme d'analyse du réseau social afin de mieux évaluer la structure du réseau. Les scores d'influence attribués par les répondants ont également été saisis, de sorte que les nœuds (les représentations de chacun des intervenants dans le réseau) soient dimensionnés en fonction de leur influence perçue sur l'amélioration de l'adaptation au changement climatique pour les agriculteurs, les éleveurs, les utilisateurs de la forêt et les pêcheurs (les groupes cibles identifiés par le groupe de participants).

Les représentations visuelles de ce réseau et les principaux enseignements tirés de ce que nous avons appris du réseau et, en particulier, des récits des personnes interrogées, sont décrits dans le chapitre suivant.

Figure 3 : Carte complétée des acteurs influents de l'adaptation au changement climatique au Mali



3 Enseignements tirés

En plus d'avoir appris quelles organisations étaient actives dans ce domaine et quelles étaient leurs principales activités, nous avons également identifié les caractéristiques structurelles du réseau qui découlait des objectifs de ce projet et pris note des explications contextuelles de ces caractéristiques telles que décrites par les personnes interrogées. Sachant que ces informations provenaient d'un petit groupe de parties prenantes, par rapport à l'ensemble du réseau, nous avons jugé que cette carte complète n'était pas le réseau politique déterminant au complet, mais plutôt une image instantanée des entités qui fournissent leurs conseils et leurs idées sur le processus politique et les ajoutent au projet. Dans ce chapitre, nous décrirons les faits saillants tirés du processus de cartographie, y compris certains acteurs et groupes d'acteurs clés, les cibles potentielles des résultats de recherche, et d'autres informations structurelles sur le réseau susceptibles d'avoir des implications pour les actions de communication et de sensibilisation du projet.

Structure du réseau

Les caractéristiques structurelles du réseau indiquent comment les informations et les financements circulent entre les acteurs et quelles sont les implications pour ceux qui contrôlent ces flux. Au Mali, le réseau a une structure largement décentralisée. Il est organisé en clusters. Ce type de réseau est caractérisé par l'absence d'acteur central autour duquel sont disposés les autres acteurs (réseau en étoile). Au lieu de cela, il se compose de plusieurs acteurs et groupes d'acteurs influents dont de nombreux sont latéralement liés les uns aux autres. Nous identifions des clusters d'acteurs, où un groupe de plusieurs acteurs partagent un certain nombre particulièrement élevé de relations. La structure du réseau suggère que l'information circule avec satisfaction entre les acteurs au sein des clusters, mais plus difficilement entre les clusters. En outre, le niveau d'influence qu'une organisation peut exercer est susceptible d'être supérieur au sein de son propre cluster. Les acteurs maliens se classent en trois clusters en fonction du type d'organisation : un cluster fortement influent d'organisations gouvernementales nationales, notamment les principaux ministères et plusieurs directions nationales ; un cluster d'organisations modérément influentes axées sur la recherche et la politique ; et un cluster d'organisations maliennes de la société civile moins influentes, représentant les populations cibles au niveau national (voir la Figure 4). Le dernier cluster, en dépit d'une influence moindre lui ayant été attribuée par rapport aux autres clusters, est tout aussi important en raison de ses liens directs avec les populations cibles d'agriculteurs, d'éleveurs, d'utilisateurs de la forêt et de pêcheurs. Un certain nombre d'acteurs importants, notamment les partenaires financiers et techniques, ainsi que les agences gouvernementales, semblent être largement indépendants des principaux clusters, mais demeurent fortement influents.

Parce que cet exercice avait pour but d'identifier les partenaires importants avec lesquels s'engager sur le thème des politiques d'adaptation et de programmation et d'assurer que les résultats du projet « Augmentation des actifs » parviennent aux acteurs capables d'utiliser ces informations à des fins utiles, nous considérons que les relations de conseil ont une pertinence supérieure aux relations de financement. Même si ces dernières sont importantes, car ce sont des relations plus formelles entre les institutions, notre principale préoccupation est la circulation de l'information qui se produit à travers les canaux formels et informels, qui sont identifiés dans les relations de conseil figurant sur Net-Map. C'est pourquoi le reste de cette discussion se concentrera sur les relations de conseil. La Figure 5 présente la carte Net-Map complétée avec les relations de conseil uniquement (les acteurs sans relations de conseil ainsi que d'autres acteurs n'ont pas été pris en compte pour plus de clarté). L'effet de regroupement est toujours évident dans la carte, où nous pouvons voir que les organisations de chaque catégorie (gouvernement, recherche, société civile) partagent la plupart des relations avec d'autres organisations de la même catégorie. La carte relative au conseil révèle également l'importance de plusieurs institutions clés qui semblent servir de ponts d'information entre les différents clusters. Par exemple, l'IER semble être le principal canal d'information entre le groupe des institutions de recherche et les agences gouvernementales les plus influentes. De même, la FAO comble l'écart entre les agences gouvernementales et les organisations de la société civile malienne.

Les clusters des agences gouvernementales, des instituts de recherche et des organisations de la société civile sont discutés plus en détail ci-dessous.

Figure 4 : Carte Net-Map complète, comprenant les relations de conseil (en noir) et les relations de financement (en rouge). Les clusters sont entourés de rouge.

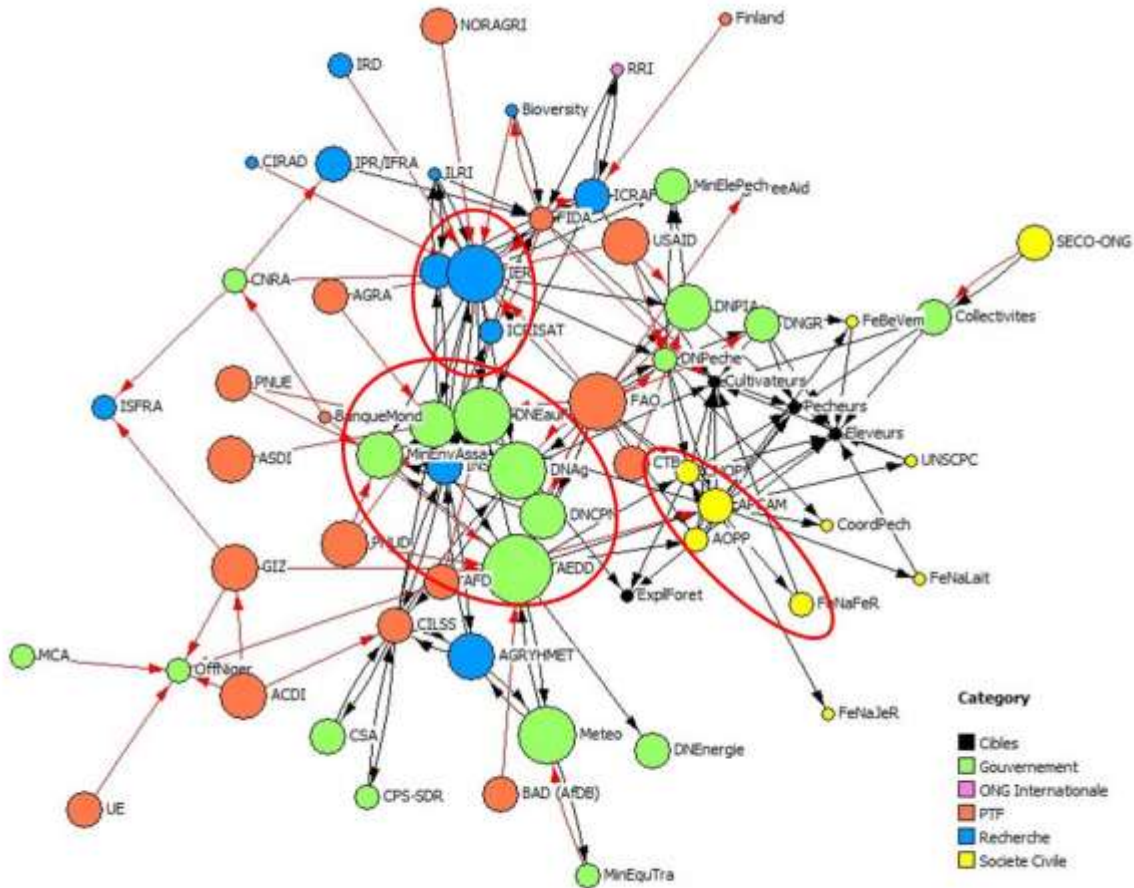
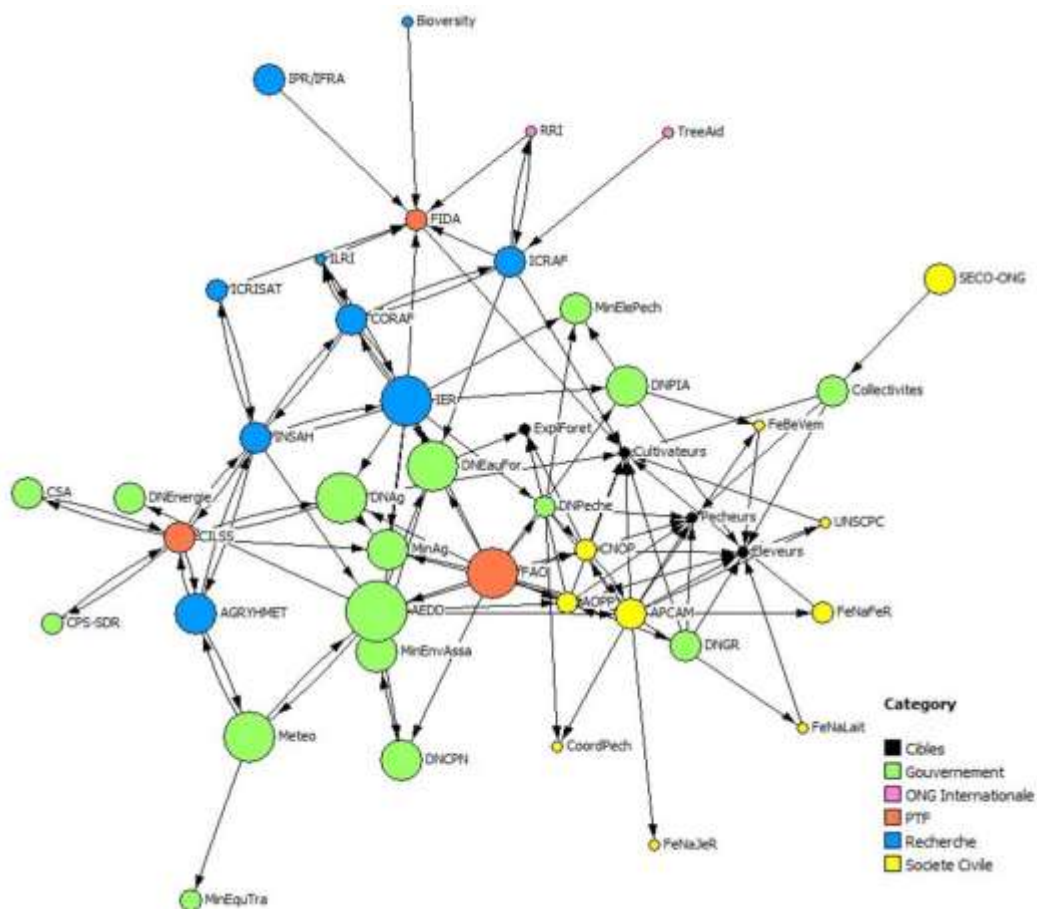


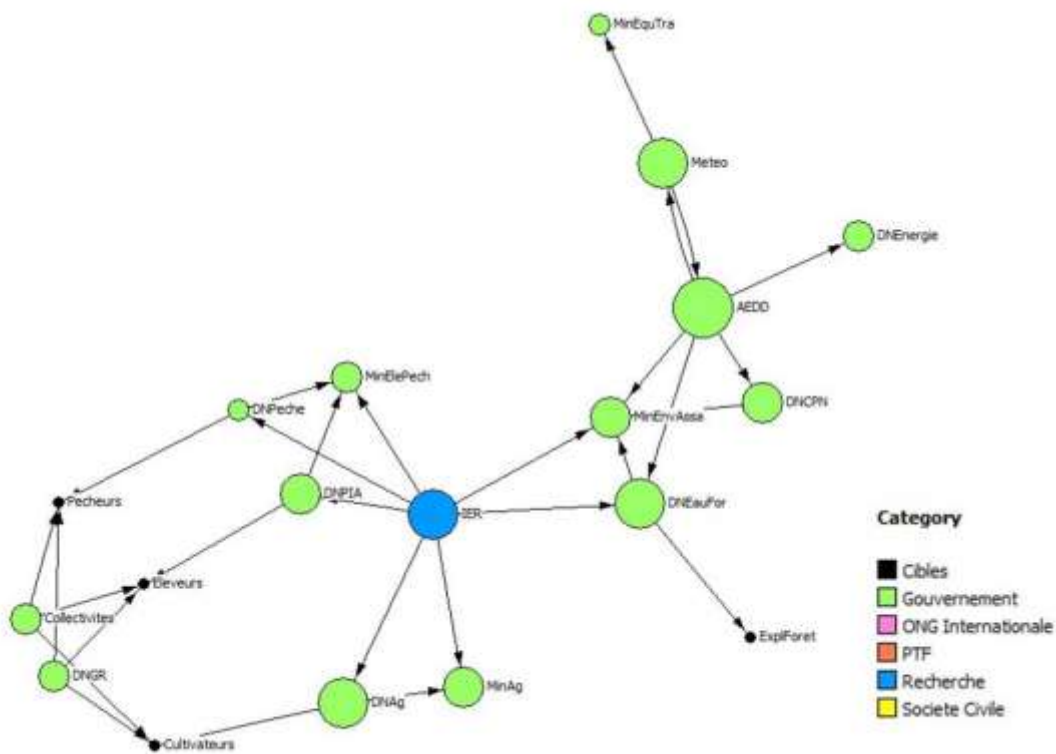
Figure 5: Carte Net-Map complète comprenant uniquement les relations de conseil



Agences gouvernementales

Au cours de l'exercice Net-Map, les participants ont attribué le plus haut niveau d'influence aux agences gouvernementales. Leur influence découle de leur rôle dans le développement et l'élaboration de politiques nationales relatives à l'adaptation au changement climatique, en plus d'un rôle plus pratique d'interaction avec les agriculteurs, les éleveurs, les utilisateurs de la forêt et les pêcheurs à travers des services officiels gouvernementaux de vulgarisation. La Figure 6 présente la carte Net-Map des relations de conseil entre les acteurs gouvernementaux uniquement. Bien que l'IER soit coloré en bleu dans la catégorie « institut de recherche », il peut également être classé dans la catégorie « agence gouvernementale ». Ce double rôle, recherche / gouvernement, de l'IER a été un sujet de discussion lors de l'exercice Net-Map et le groupe décida de le placer finalement dans les deux catégories.

Figure 6: Carte Net-Map des relations de conseil entre les acteurs gouvernementaux



La carte des acteurs gouvernementaux montre une structure en étoile plus centralisée au sein du « cluster » gouvernement. Les pôles importants du groupe semblent être l’IER et l’AEDO. Les participants à Net-Map ont classé ces deux organisations comme étant fortement influentes (AEDO a obtenu le score d’influence le plus élevé de 6 sur 6 et l’IER un score de 5 sur 6), et cette influence se reflète dans leur centralité par rapport aux réseaux de conseil. Les activités de conseil de ces deux organisations vers les autres agences gouvernementales tendent à circuler vers l’extérieur. Les efforts déployés par ces deux organisations pour influencer les politiques liées à l’adaptation aux changements climatiques au Mali sont, semble-t-il, bien ciblés.

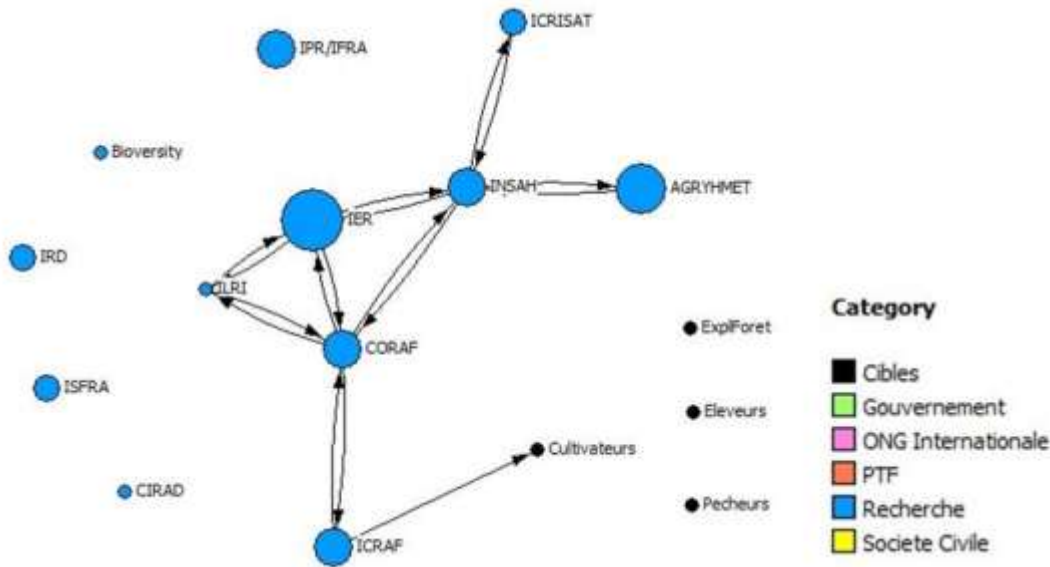
Tandis que l’AEDO et l’IER semblent être les organisations les plus influentes en matière de politique gouvernementale, la carte suggère que leur influence pourrait être moins directe lorsque l’on considère les activités d’adaptation au changement climatique au niveau des populations cibles. Aucune de ces organisations ne donne de conseils directement aux agriculteurs, aux éleveurs, aux utilisateurs de la forêt ou aux pêcheurs. Les agences gouvernementales semblent conseiller les agriculteurs à travers les Directions nationales de l’Agriculture, de la Gestion des ressources, de la Production animale industrielle, des Eaux, des Forêts et des Pêches, et des autorités régionales (les collectivités). Il est intéressant de noter qu’en plus d’être plus étroitement liées avec les groupes cibles, une influence plus élevée a été attribuée aux directions nationales qu’à leurs ministères de tutelle respectifs.

Organismes de recherche

Les organismes de recherche sont le deuxième groupe le plus influent des trois clusters identifiés ci-dessus. Encore une fois, nous incluons le très influent IER dans la catégorie « organisme de recherche » en raison de sa double identité comme agence gouvernementale et institut de recherche. Le réseau des organismes de recherche se caractérise par des

relations de conseil entre un noyau d'organisations et une poignée d'autres organisations qui semblent être plus périphériques, n'ayant pas de relations de conseil claires avec le principal réseau de recherche (Figure 7).

Figure 7 : Carte Net-Map des relations de conseil entre les organismes de recherche



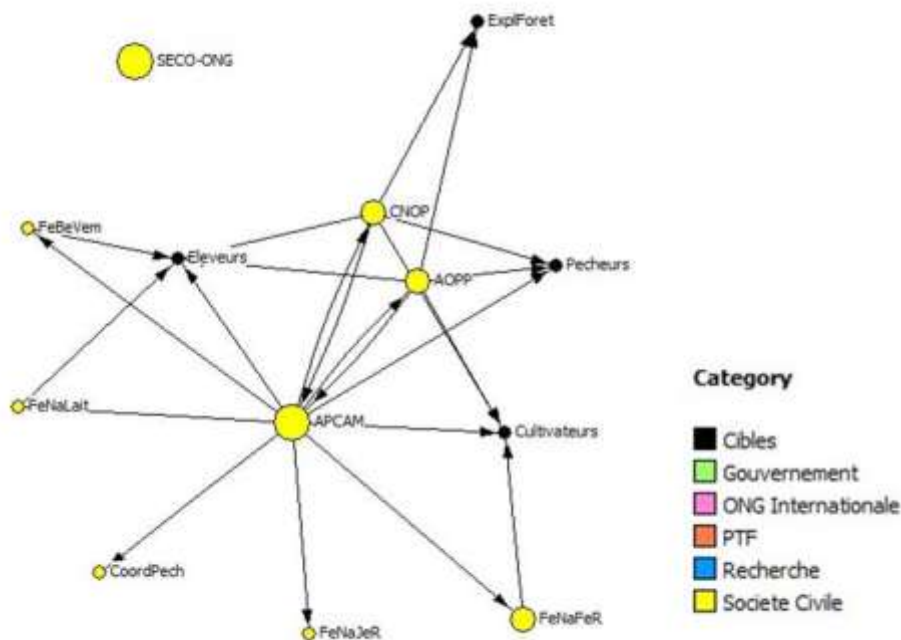
Lorsque la Figure 6 et la Figure 7 sont étudiées ensemble, elles soulignent l'importance de l'IER comme organisme jouant un rôle de pont entre les réseaux des organismes de recherche et les agences gouvernementales qui, autrement, partagent très peu de relations de conseil. L'IER est très influent dans les deux réseaux et sert d'intermédiaire. L'IER est donc en bonne position pour servir les intérêts des deux types d'organisations. Les chercheurs peuvent utiliser leurs relations avec l'IER pour avoir un impact plus important sur les discussions politiques se déroulant au sein du gouvernement. Les acteurs gouvernementaux peuvent utiliser leurs relations avec l'IER afin de s'assurer que la recherche au Mali réponde bien aux besoins des décideurs politiques. La carte des organismes de recherche au Mali montre également que très peu d'activités de conseil émanent directement de la communauté de la recherche vers les groupes cibles des agriculteurs, des éleveurs, des utilisateurs de la forêt et des pêcheurs.

Organisations de la société civile

Les organisations de la société civile maliennes n'ont pas été jugées comme étant particulièrement influentes par rapport aux agences gouvernementales et aux organismes de recherche. Néanmoins, elles représentent un groupe important d'organisations en raison de leurs relations directes, multiples et fortes avec les groupes cibles (Figure 8). Le réseau des organisations de la société civile au Mali est fortement centré sur l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali (APCAM). Le cluster des organisations de la société civile est susceptible d'être un réseau important pour l'ensemble des efforts d'adaptation au changement climatique visant à atteindre les agriculteurs, les éleveurs, les utilisateurs de la forêt et les pêcheurs. L'APCAM semble être le point d'entrée incontournable de ces efforts au niveau national.

Bien que le Secrétariat de concertation des ONG Maliennes (SECO-ONG) ne semble pas lié au reste du réseau de la société civile, il a été considéré comme une organisation dotée d'un niveau d'influence relativement élevé. Les discussions de groupe ont indiqué que SECO-ONG était efficace pour influencer les pouvoirs publics régionaux (les collectivités), dont l'engagement pourrait s'avérer utile au niveau national pour parvenir à de meilleurs résultats au niveau local.

Figure 8 : Carte Net-Map des relations de conseil entre les organisations de la société civile



4 Conclusions

Tel que décrit ci-dessus, le réseau des acteurs influents pour l'adaptation au changement climatique au Mali est décentralisé et administré sous forme de groupes d'agences gouvernementales, d'organismes de recherche et d'organisations de la société civile. Cette structure doit être prise en compte lors de la formulation d'un plan visant à engager les différentes organisations au Mali pour influencer les politiques et les programmes liés à l'adaptation au changement climatique. Les différents produits et les différentes activités de recherche doivent être ciblés de manière appropriée vers les différents groupes d'acteurs. Dans chaque groupe, des efforts doivent être déployés pour faire participer les acteurs relativement influents, afin de tirer parti de leur pouvoir et d'avoir un meilleur impact. Ces relations doivent être établies au stade initial d'un projet, avant l'obtention des résultats de recherche.

Les organisations qui méritent une attention particulière sont celles qui semblent combler l'écart entre les différents groupes d'organismes. Par exemple, le fait de développer une forte collaboration avec l'IER peut être un moyen efficace d'influencer tant le réseau de recherche que le gouvernement malien. Le fait de s'engager avec la FAO peut potentiellement influencer le gouvernement, la société civile et des organismes de recherche.

Un des résultats surprenants de cet exercice portait sur les relations de conseil relativement faibles entre les différentes organisations internationales. Si l'exercice Net-Map avait été mené avec un plus grand nombre de personnes représentant ces organismes, des relations plus nombreuses auraient pu être identifiées. Cependant, le fait que ce groupe ignorait l'existence de ces relations de conseil suggère que la circulation des conseils et des informations entre les organisations internationales peut être améliorée.

5 Bibliographie

- Butt, T.A., B.A. McCarl, J. Angerer, P.T. Dyke and J.W. Stuth. 2005. The economic and food security implications of climate change in Mali. *Climatic Change* 68 (3): 355-378.
- Deressa, T.D., R.M. Hassan, C. Ringler, T. Alemu, and M. Yesuf. 2009. Determinants of farmers' choice of adaptation methods to climate change in the Nile Basin of Ethiopia. *Global Environmental Change*. 19 (2009) 248–255. doi:10.1016/j.gloenvcha.2009.01.002.
- DfID (Department for International Development). 2001. Sustainable livelihoods guidance sheets. <www.livelihoods.org/info/info_guidanceSheets.html#6> (accessed December 2007)
- Eriksen, S. and J. Lind. 2009. Adaptation as a Political Process: Adjusting to Drought and Conflict in Kenya's Drylands. *Environmental Management*, 43: 817-835.
- Kumar, N. and A. Quisumbing. 2010. Does social capital build women's assets? The long-term impacts of group-based and individual dissemination of agricultural technology in Bangladesh. CAPRI Working Paper No. 97. International Food Policy Research Institute: Washington, DC.
- McSweeney, C., M. New, and G. Lizcano. 2010. UNDP Climate Change Country Profiles. Mali. Accessed at http://country-profiles.geog.ox.ac.uk/UNDP_reports/Mali/Mali.lowres.report.pdf
- Quisumbing, AR. 2009. Do Men and Women Accumulate Assets in Different Ways? Evidence from Rural Bangladesh. Background paper, FAO SOFA 2010.
- Meinzen-Dick, R., N. Johnson, A. Quisumbing, J. Njuki, J. Behrman, D. Rubin, A. Peterman, and E. Waitanji. 2011. Gender, Assets, and Agricultural Development Programs: A Conceptual Framework. CAPRI Working Paper No. 99. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute. <http://dx.doi.org/10.2499/CAPRIWP99>.
- Meinzen-Dick, R., A. Quisumbing, J. Behrman, P. Biermayr-Jenzano, V. Wilde, M. Noordeloos, C. Ragasa, and N. Beintema. 2010. Engendering agricultural research. IFPRI Discussion Paper 973. <<http://www.ifpri.org/publication/engendering-agricultural-research>>.
- Nelson, G.C., M.W. Rosegrant, A. Palazzo, I. Gray, C. Ingersoll, R. Robertson, S. Tokgoz, T. Zhu, T.B. Sulser, C. Ringler, S. Msangi, and L. You. 2010. Food security, farming, and climate change to 2050. Washington, D.C. International Food Policy Research Institute (IFPRI)

I. Annexe 1 – Liste complète des acteurs, des scores d'influence et des catégories

Acteur	Abréviation sur la carte	Influence	Catégorie
AFD	AFD	3	PTF
AfDB	BAD (AfDB)	3	PTF
Agence pour L'environnement et le développement durable	AEDD	6	Gouvernement
AGRA	AGRA	3	PTF
AGRHYMET	AGRYHMET	4	Recherche
Assemble permanente de Chambre d'agriculture du Mali	APCAM	3	Société civile
Association des organisations paysannes	AOPP	2	Société civile
Bioversity International	Bioversity	1	Recherche
Cellule de planification statistique-Secteur de Développement Rurale Cellule de planification et de statistique du secteur du développement rural	CPS-SDR	2	Gouvernement
CIDA (Canada)	ACDI	4	PTF
CIRAD	CIRAD	1	Recherche
Comité national de la recherche agronomique	CNRA	2	Gouvernement
Commission nationale des organisations paysannes	CNOP	2	Société civile
Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles	CORAF	3	Recherche
Conseil supérieur de l'agriculture	CSA	3	Gouvernement
Coordination des pêcheurs	CoordPech	1	Société civile
CTB	CTB	3	PTF
Direction nationale du contrôle de la pollution et des nuisances	DNCPN	4	Gouvernement
Direction nationale de la météorologie	Meteo	5	Gouvernement
Direction nationale de la production Industrielle Animale	DNPIA	4	Gouvernement
Union européenne	UE	3	PTF
FAO	FAO	5	PTF
Fédération Bétail et Viande	FeBeVem	1	Société civile
Fédération nationale des femmes rurales	FeNaFeR	2	Société civile
Fédération nationale des jeunes ruraux	FeNaJeR	1	Société civile
Fédération nationale des producteurs de lait	FeNaLait	1	Société civile
GIZ	GIZ	4	PTF

Gouvernement de Finlande	Finlande	1	PTF
ICRISAT	ICRISAT	2	Recherche
Institut de recherche pour le développement	IRD	2	Recherche
Institut d'économie rurale	IER	5	Recherche et Gouvernement
Institut du Sahel	INSAH	3	Recherche
Institut polytechnique rural/Institut pour la formation et la recherche appliquée	IPR/IFRA	3	Recherche
Institut supérieur de formation recherche appliquée	ISFRA	2	Recherche
Fonds international de développement agricole	FIDA	2	PTF
International Livestock Research Institute	ILRI	1	Recherche
Compte du défi du Millénaire	MCA	2	Gouvernement
Ministère de L'Équipement et du Transport	MinEquTra	2	Gouvernement
Ministère de l'Agriculture	MinAg	4	Gouvernement
Ministère de l'Énergie et de l'Eau	MinEneEau	2	Gouvernement
Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement	MinEnvAssa	4	Gouvernement
Ministère de l'Élevage et de la Pêche	MinElePech	3	Gouvernement
Direction nationale de l'agriculture	DNAg	5	Gouvernement
Direction nationale de l'Énergie	DNÉnergie	3	Gouvernement
Direction nationale de la Pêche	DNPeche	2	Gouvernement
Direction nationale de l'Hydraulique	DNHydro	3	Gouvernement
Direction nationale de la gestion des ressources	DNGR	3	Gouvernement
Direction nationale des Eaux et des Forêts	DNEauFor	5	Gouvernement
NORAGRI	NORAGRI	3	PTF
Office du Niger	OffNiger	2	Gouvernement
Éleveurs	Éleveurs		Cibles
Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS	3	PTF
Autorités régionales	Collectivités	3	Gouvernement
Rights and Resources Initiative	RRI	1	ONG Internationale
Secrétariat de coordination des ONG	SECO-ONG	3	Société civile
SIDA (Suède)	ASDI	4	PTF
Tree Aid	TreeAid	1	ONG internationale
Union nationale des sociétés coopératives de producteurs de	UNSCPC	1	Société civile

coton du Mali			
Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	PNUD	4	PTF
Programme des Nations unies pour l'environnement.	PNUÉ	3	PTF
USAID	USAID	4	PTF
Centre mondial de recherche en agroforesterie	ICRAF	3	Recherche
Banque Mondiale	BanqueMond	1	PTF

II. Annexe 2 : Guide des entretiens dans le cadre de Net-Map

Présentation du projet et processus de conduite des entretiens

Présentation du projet : Notre projet vise à renforcer la capacité des ménages ruraux, des communautés et des agences de développement à gérer les risques liés au changement climatique. Pour appuyer cet objectif, nous devons identifier les parties prenantes qui travaillent dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, comprendre quelles sont leurs relations et comment elles travaillent avec les petits exploitants ruraux pour nous aider à mettre en œuvre les travaux de recherche et à identifier la façon de diffuser des messages qui peuvent faire une réelle différence tant pour les organisations impliquées dans la gestion des risques climatiques que pour les ménages ruraux vulnérables.

Net-Map est une technique d'entretien qui examine le pouvoir, les objectifs et les perspectives des différentes parties prenantes, et analyse les interactions mutuelles de ces acteurs. Nous commencerons par établir la liste de tous les acteurs impliqués dans l'adaptation au changement climatique pour les petits exploitants ruraux à l'échelon national, nous déterminerons quelles sont leurs relations, nous examinerons l'influence de chaque acteur dans ce domaine et nous nous pencherons sur les approches utilisées pour aboutir à un changement réel auprès des petits exploitants ruraux.

Net-Map nous permet d'analyser comment les choses se déroulent sur le terrain et pas seulement ce qui est écrit dans les documents officiels. C'est pourquoi nous avons besoin de vos idées personnelles en tant que personnes qui appartenez au processus et qui le connaissez de l'intérieur.

Qui est influent pour améliorer les capacités des petits exploitants et éleveurs à s'adapter aux risques du changement climatique ?

Étape 1 : Identifier les acteurs

Qui joue un rôle pour améliorer la gestion et l'adaptation au changement climatique des petits exploitants agricoles et éleveurs ?

- Mettre l'accent sur l'échelon national.
- Les acteurs sont préalablement inscrits sur des fiches, selon les travaux de recherche initiale et les analyses préliminaires. Encouragez les partenaires interrogés à choisir parmi la liste des acteurs ceux qui sont impliqués dans le réseau ou à compléter la liste en ajoutant de nouveaux acteurs. (Ajoutez quelques fiches vierges sous les fiches des acteurs existants).
- Les acteurs, même s'ils ne sont pas considérablement influents, doivent être « impliqués » dans les actions liées au changement climatique.
- Placez les acteurs sur le tableau, sans ordre particulier.

Étape 2 : Établir les relations entre les acteurs

2.a Pour chaque acteur indiqué sur le tableau, qui conseille qui sur les questions relatives à l'adaptation au changement climatique et à la gestion des risques ?

2.b Pour chaque acteur indiqué sur le tableau, qui fournit des fonds à qui en matière d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques ?

Expliquez ce que l'on entend par « conseil » ci-dessous, puis dessinez des flèches entre les acteurs qui recherchent régulièrement des conseils mutuels. Donnez à chaque relation de conseil une note de 1 à 3 pour désigner la fréquence / l'intensité et l'importance des conseils reçus.

1 : pas d'indication de la valeur des conseils pour le bénéficiaire ; correspondance très rare, quelques fois par an ; pas de contact direct, peut-être une invitation à une réunion ou à un événement.

3 : le conseil est apprécié et même recherché ; fréquent, voire correspondance quotidienne ; contact direct, même en face-à-face

- L'on entend par conseil des informations données avec l'intention de recommander certaines mesures. Il peut s'agir : de conseils stratégiques, de conseils techniques, de conseils fondés sur la recherche, de conseils de programmation, de conseils sur la mise en œuvre. Ils peuvent être initiés par le conseiller ou le bénéficiaire.
- Les conseils ne doivent être liés qu'à l'adaptation au changement climatique et aux questions connexes directes, et non pas à d'autres sujets.
- Demandez des exemples observés par les participants, mais n'insistez pas si le répondant est persuadé de l'existence de relations.

Étape 3 : Attribuer une influence

Quelle est l'influence de chaque acteur en assurant que les petits agriculteurs et éleveurs sont en mesure de s'adapter avec succès aux effets du changement climatique ? Échelle de 0 à 6.

- Définir l'influence :
 - o Nous nous référons à l'état actuel de l'influence et non pas à un niveau d'influence éventuelle sur la question.
 - o Demandez à l'interlocuteur « *Quels sont les différents moyens utilisés pour influencer la gestion des risques et l'adaptation au changement climatique pour les petits exploitants agricoles ?* »
 - Les moyens d'influence sont, mais ne sont pas limités à : la surveillance formelle, le financement, l'information technique, les conseils, le plaidoyer, la capacité à exercer une pression politique, l'autorité traditionnelle, le fait d'être très bien informé et respecté.
- Attribuer l'influence :
 - o Demandez préalablement le niveau d'influence de chaque acteur rapidement, en commençant par le ou les acteurs le(s) plus influent(s).
 - o Puis, demandez-leur d'expliquer chacun des acteurs. Pour chaque acteur, demandez au répondant « D'où vient son influence et comment l'utilise-t-il ? »

Étape 4 : Discussion

- **Y a-t-il des acteurs qui ne sont pas d'accord sur les stratégies d'adaptation ou qui peuvent même être en conflit ou en concurrence ? Sur quelles questions sont-ils en désaccord / porte le conflit ?**
- **Quels sont les principaux canaux pour que nos données de recherche parviennent aux groupes cibles (ceux qui élaborent les politiques et assurent la gestion des programmes) ?**
- **Quelles sont les choses les plus frappantes que vous avez observées ou apprises en dessinant cette carte ?**